

Institution du tribunal révolutionnaire: 13 mars 1793

Auteur : Foucault, Michel

Présentation de la fiche

Coteb016_f0092

SourceBoite_016-2-chem | R. [révolution?]

LangueFrançais

TypeFicheLecture

RelationNumérisation d'un manuscrit original consultable à la BnF, département des Manuscrits, cote NAF 28730

Références éditoriales

Éditeuréquipe FFL (projet ANR *Fiches de lecture de Michel Foucault*) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).

Droits

- Image : Avec l'autorisation des ayants droit de Michel Foucault. Tous droits réservés pour la réutilisation des images.
- Notice : équipe FFL ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Notice créée par [équipe FFL](#) Notice créée le 18/03/2021 Dernière modification le 23/04/2021

H. Wulcan
M. le Ministre de l'Intérieur.
I

Démission du Tribunal révolutionnaire

10 mars 93.

L. XVI a été créée. Dépôt de documents.
échéant du 9 mars à Paris.

- Le 9 mars Jean-Bon St André a déclaté la convention
apporter le résultat de 3 ou 4 séances de Paris et établir une
tribunal révolutionnaire; les citoyens "ont juri de voter
les actes défensifs de ce pays"; mais après avoir eu devant eux
10 voix ont manifesté leur envie de changer de finies.
Ils n'ont dit: "faudra que nous combattions les ennemis
du peuple, si demandez que la convention punisse les trahisons
et assassinat des intérêts du peuple? Ils ont demandé
enfin l'établissement d'un tribunal qui punisse le contre-revolu-
tionnaire et les perturbations du temps présent."

Jean-Bon St André et Camille Desmoulins se sont réunis à
l'hôtel royal sans succès.

Le 9 mars (B. no 650, quatrième, Languedoc)
Desmoulins Languedoc: "je demande à l'amendement
d'être affranchi, affranchi par ce caractère qui n'enfoncent,
affranchi par ce violente de la partie de l'homme, affranchi
par l'homme des impuretés de la suppression de l'appel au
tribunal criminel; je demande que ce soit au nom
de moi et du peuple que réponde cette révolte."

BnF
MSS

Finalement la proposition de Languedoc acceptée:

"Le convention décrète l'établissement d'un tribunal criminel
et l'ordonne, sans délai et sous secours en cas de nécessité pour

• sujet de l'heure : révolution et mort de Robespierre

- 4/10 Mar., il faut de voter en secret. Affirme que
celui voté la veille. A ce jour, il y a un seul avis
de l'imprimeur Gorisse (journaux Girondin).

Les décrets de Dumouriez sont minimisés.

- Robespierre : "il faut chasser le tyran des îles
de Corse ... il faut vaincre l'ennemi des rois. Il n'y a pas

- Danton : nous qui avons reçu de communiqué
d'ordre de cesser aux révoltes

- Cambaceres demande à l'Assemblée
l'autorisation de punir le général de
Dumouriez : "L'exemple de sang ne va pas suffire ...
et frapper quelques personnes, mais cela peut suffire ...
Tous les révoltes nous ont été contre, nous devons les
punir tous ; il faut y avoir aucune rémission
entre le corps qui délivre celui qui le fait exécuter.
Il faut ~~à tout~~ ^{à aucun} ici le principe ^{ordinaire} d'ordre
longue ou court, pour la longue, pour discuter
celui du cas révolutionnaire. Je rappelle au Maréchal
Bonaparte que lorsque l'on a un organisme
à l'intérieur de l'Assemblée." (Cambaceres)

• L'Assemblée vote une proposition. On décide pour ou
contre ~~à l'exception~~ du jury. Un modeste, Philibert, l'y
oppose. Billaud-Varenne est pour.

Danton : "Rien n'est + difficile que de définir